## A SIX MOIS DE LA PRÉSIDENTIELLE

# La candidature de Bouteflika toujours d'actualité ?

***Un flou des plus épais qui soient entoure toujours l'élection présidentielle d'avril 2009. L'indécision présidentielle, à six mois à peine de l'échéance, rajoute une couche à l'illisibilité forcément déroutante aussi bien pour la classe politique, les observateurs que les partenaires étrangers.***

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** Les campagnes, hautement tapageuses, orchestrées dans un passé pas lointain par des leaders partisans intéressés par un prolongement de règne du président Bouteflika, ont cessé net. Comme pour obtempérer à un ordre ferme et indiscutable. Abdelaziz Belkhadem, qui éleva le plus la voix pour réclamer une révision de la Constitution devant permettre une candidature supplémentaire de Bouteflika, se résigne, notamment depuis son éjection de son siège de Premier ministre, au silence sidéral. Un mutisme qui donne à comprendre qu'il est lui-même dans le doute, du moins qu'il éprouve une peine énorme à percer le mystère des atermoiements présidentiels. En effet, depuis le début de l'été, voire même bien avant, le président Bouteflika s'est interdit le moindre accent qui trahirait en lui une velléité de postuler à un troisième mandat consécutif. C'est à croire qu'il se retrouve prisonnier d'une hésitation paralysante. Une hésitation qui laisse inévitablement sans mouvement non point ses seuls collaborateurs et courtisans mais aussi l'ensemble des acteurs politiques. A six mois de la présidentielle, la scène politique demeure orpheline de la moindre frénésie qui aurait planté un soupçon de décor adéquat à une période de précampagne électorale. Tout se déroule comme si la perspective est suffisamment éloignée dans le temps et autorise donc le farniente. A cela, il y a évidemment une raison : l'indécision présidentielle. Celle-ci agit sur la classe politique en général et essentiellement sur les potentiels candidats qui restent comme tétanisés par le flou ambiant. Car, il leur importe vraiment de savoir dans quel type de compétition ils devront concourir mais aussi qui s'aligneront sur la ligne de départ. Et le plus important d'entre les

Photo: Samir Sid

Bouteflika doit se prononcer dans un proche avenir.

éventuels compétiteurs reste indubitablement le président Bouteflika. Les stratégies et les engagements électoraux seront nécessairement fonction de cette candidature.

Or, celle-ci hésite toujours à se décliner, libérant, du coup, toutes les spéculations. Il n'est plus désormais insensé, comme au temps des velléités franchement affirmées, de penser que le président Bouteflika ne voudrait pas tant renouveler le bail pour le palais d'El-Mouradia. Il n'est pas si candide que cela que de se laisser convaincre par cette assertion qui voudrait que le président en exercice passerait son temps à résister à la sollicitation qui travaillerait ardemment à le faire sortir de son hésitation. A supposer que cette assertion soit vraie, il n'est certainement pas définitivement établi que le président aura raison de l'obstination de ceux qui aimeraient le voir rempiler un autre mandat. En tout cas, il est tenu par l'impératif de se déterminer dans un proche avenir. Le temps presse. A moins, a contrario, qu'il ne se soit jamais départi de son ambition à pérenniser son règne et que son silence procède d'une attitude réfléchie. Il s'agirait, dans ce cas de figure, d'un choix stratégique et tactique dont la finalité serait de maintenir désorientés les potentiels concurrents et, partant, les désavantager. Seulement, ce procédé ne serait pas loyal au regard de l'importance de l'échéance. D'autant qu'il faudrait satisfaire d'abord au préalable de la révision constitutionnelle.

Même s'il doit s'accomplir par voie parlementaire, le rafistolage constitutionnel sera, quoique certains s'en défendront, à la hussarde. Ca sera, étant donné le temps qui nous sépare d'avril 2009, forcément une révision à la Syrienne. La crédibilité de l'élection présidentielle en prendra un sérieux coup. Bouteflika ira-t-il au bout d'une ambition qu'on lui a prêtée, malgré tout ? Là est la véritable question.

Une question que le silence présidentiel maintenu jusque-là rend inévitable. Les chancelleries et les diplomates étrangers se la posent aussi. Certes pas ouvertement, eu égard aux convenances en la matière, mais ils la laissent deviner en filigrane du propos. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, qui a observé il y a quelques jours une escale diplomatique à Alger, s'est suffi d'évoquer la coopération dans la lutte antiterroriste.

Point d'imprudence commise à évoquer la présidentielle, même sous le générique de processus démocratique. On ne saura donc, ni de Rice ni d'un autre diplomate, quelle appréciation les capitales occidentales se font d'une éventuelle candidature de Bouteflika. Peut-être faudra-t-il pour cela que l'intention présidentielle s'affiche nettement. Et si Bouteflika n'était plus emballé par l'idée de sa propre succession ?

**S. A. I.**

## DÉBAT MDS À PARIS

# Union des démocrates et patriotes et gouvernement de combat républicain

***L'heure n'est pas aux calculs politiciens, elle n'est pas non plus au débat sur le troisième mandat : en cette veille d'échéance électorale, «le pays se dirige droit vers l'inconnu et la vraie question est de savoir que faire pour résoudre la perte de confiance des citoyens et le divorce entre ces derniers et la classe politique». C'est le socle de l'intervention de Moulay Chentouf et Aouicha Bekhti, tous deux membres de la Fédération d'Alger du MDS historique, invités par Faouzi Benhabib du collectif MDS à Paris, à débattre avec la communauté algérienne en France dans le stand que ce parti tenait à la 73e édition de la fête de l'Huma à Paris (voir Soir d'Algérie du 13 septembre).***

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

Une assistance nombreuse et avide de s'exprimer, notamment sur la voie de sortie de crise, a répondu à l'invitation du MDS. La situation dans le pays brossée par Moulay Chentouf était, pour le moins, sans complaisance. Que se passe-t-il dans le pays en cette veille d'échéance électorale et de révision de la Constitution ? Et Chentouf de répondre : le pays se dirige actuellement droit vers l'inconnu. L'islamisme est de plus en plus fort et prend de l'ampleur, alors que le pouvoir prône toujours la réconciliation qui a réconforté ces terroristes et amené leur retour en force et réhabilité ceux qui sont confondus de crimes. En 1996, le chef de l'exécutif, qui n'est autre que l'actuel, rappelé aux affaires aujourd'hui, n'avait-il pas, lui comme son ministre de l'Intérieur, parlé d'un terrorisme résiduel ? Le pouvoir s'est évertué à manipuler les chiffres et continue à le faire, mais la réalité est qu'aujourd'hui le terrorisme est là et ce sont les citoyens et les forces armées qui le combattent et font face à ses ravages. Pendant ce temps-là, le pouvoir, basé sur la rente pétrolière et son partage et réfractaire à tout changement, continue à se complaire dans une crise profonde, multiple qui touche tous les secteurs de la vie des citoyens, lui qui n'est intéressé que par sa propre survie. Toutes les expressions non conformes au pouvoir ont été cadenassées ; seuls les syndicats et organisations à la botte ont droit de cité ; une situation de chômage sans pareille ; des logements fermés pendant que les citoyens n'ont aucun moyen d'y avoir accès ; des conditions de travail et de rémunération des actifs et retraités catastrophiques alors que les réserves financières du pays sont colossales. C'est cette situation qui a engendré le total divorce des citoyens avec la classe politique.

C'est cette situation qui a amené le désespoir non seulement des harraga qui traversent désespérément tous les jours et au risque de leur vie la mer. Ce sont ces réalités qui ont en fait une autre, insistera l'orateur, en évoquant les émeutes qui éclatent au moindre prétexte tous les jours et qui gagnent toutes les régions du territoire, relevant, en outre, le danger d'explosion qu'il y aurait à voir s'étendre cette forme d'expression. Cette crise sans pareille décrite, que faire ? Les élections ne résoudront rien. L'heure n'est plus aux calculs politiciens. La question n'est pas non plus de savoir s'il faut ou non un troisième mandat, s'il faut ou non le retour (comme il se murmure ça et là) de Zeroual.

Aujourd'hui, pour le MDS, l'Algérie a besoin d'une double rupture, aussi bien par rapport au système rentier, maffieux et bureaucratique qu'avec l'islamisme politique. La sortie de crise passe obligatoirement par des assises républicaines qui adhèrent aux valeurs de la république. Rejet donc pour le MDS de la prochaine élection présidentielle et préparations d'assises pour un nouveau projet de société, moderne et radicalement nouveau.

Les forces démocratiques et patriotiques doivent s'unir. En direction de «ses amis démocrates», ceux notamment du FFS et du RCD avec lesquels le MDS a pris langue, l'appel de Chentouf est sans ambiguïté : «Il faut que les amis démocrates refusent la politique du strapontin» et ce faisant, ils participeront, en sortant du système, à contraindre ce dernier à s'auto-dissoudre et à être obligé à prendre en compte nos forces.» Cette vision n'est pas utopique, répondra l'interlocuteur à un intervenant sceptique, car, pour résoudre la crise, il y a urgence à une refondation, initiative qui ne peut venir que des forces démocratiques qui s'entendraient sur un socle commun qui nous unirait et permettrait d'engager le pays «sur les rails du XXIe siècle en abolissant les fondements sur lesquels s'arc-boute ce système et en s'inscrivant dans une vision stratégique en pensant les questions fondamentales du développement». S'il était entendu, l'appel aux démocrates ouvrirait une période de transition avec un gouvernement de combat public. Lors de cette transition, l'abrogation de l'article 2 de la Constitution (islam, religion d'Etat) et celle du code la famille constitueront la plus importante avec une nouvelle vision des questions fondamentales du développement des actes de rupture avec le système actuel.

Interpellés sur le pourquoi du caractère laïque qu'envisage de développer le MDS pour son mouvement, la réponse est venue de Aouicha Bekhti, qui, brillamment, a rappelé les ravages de l'intrusion du religieux dans la vie publique des citoyens ; les combats incessants des Algériennes et Algériens pour l'égalité des droits ; les atteintes à ce droit au nom de l'Islam et pour illustrer son propos, elle a eu ce cri : «Je refuse, qu'au nom de l'Islam, l'on décide pour moi, que l'héritage que je laisserai pour mes enfants ira en plus forte proportion à mon garçon, au détriment de ma fille.

**K.B-A.**